



ARR-2021-01

ARRETÉ DE LA PRESIDENTE

MODIFICATION N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SEVRIER - COMPLEMENT A LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE

La Présidente du Grand Annecy,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5216-5,

Publiée le

VU le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et suivants,

5 FEV 2021

VU la délibération du Conseil municipal de Sevrier du 16 décembre 2013 approuvant le plan local d'urbanisme,

Déposée en
Préfecture le

4 FEV 2021

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCL-2016-0056 du 29 juillet 2016 portant fusion de la Communauté de l'agglomération d'Annecy et des Communautés de communes du pays d'Alby, du pays de Fillière, de la rive gauche du lac d'Annecy et de la Tournette,

Exécutoire le

5 FEV 2021

VU la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de la rive gauche du lac d'Annecy du 13 décembre 2016 approuvant la modification n° 2 du PLU de Sevrier*,

VU la délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy n° 2017/366 du 29 juin 2017 approuvant la modification n° 1 du plan local d'urbanisme de la commune de Sevrier*,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2018-0066 du 21 décembre 2018 approuvant les statuts du Grand Annecy,

VU la délibération du comité syndical du SILA n° 274-19 du 30 septembre 2019 approuvant le projet de délimitation de zonage de l'assainissement eaux usées et eaux pluviales,

VU l'arrêté du Président du Grand Annecy n° A-2020-02 du 6 février 2020 portant prescription de la modification n° 3 du plan local d'urbanisme de Sevrier,

CONSIDERANT que les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la procédure de modification (articles L153-36 et suivants du code de l'Urbanisme) dans la mesure où elles :

- ne changent pas les orientations du projet d'aménagement et de développement durables,
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole et une zone naturelle et forestière,
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- ne portent pas sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

CONSIDERANT que l'arrêté du Président du Grand Annecy n° A-2020-02 du 6 février 2020 portant prescription de la modification n° 3 du PLU de Sevrier prévoit, entre autres, la mise en place d'un périmètre délimité au titre de l'article L 151-41-5° du code de l'Urbanisme au lieu-dit Grands Prés, et que ce périmètre d'attente n'est plus souhaité par la commune,

*Note : La Commune de Sevrier a prescrit deux procédures de modification en 2016. Les calendriers des modifications n'ont pas évolué sur la même temporalité, cela a entraîné l'approbation de la modification n° 2 (le 13 décembre 2016) avant celle de la modification n° 1 (le 29 juin 2017). La procédure actuelle concerne la modification n° 3.

ARRETE

Article 1 : Il est décidé de faire évoluer le contenu de la modification n° 3 du PLU de Sevrier selon la procédure définie à l'article L153-36 du code de l'Urbanisme.

Article 2 : Le présent arrêté modifie la liste des points à modifier de l'arrêté initial du 6 février 2020 actant la mise en œuvre de la procédure de modification n° 3 du PLU de Sevrier.

Article 3 : Le projet de modification portera sur les points suivants :

- Limiter et encadrer le potentiel constructible en zones U, UP et Nbl,
- Renforcer la qualité architecturale des constructions et veiller à une meilleure intégration paysagère,
- Clarifier des points du règlement écrit posant des difficultés d'interprétation,
- Préciser les mouvements de terrain artificiels et leurs usages,
- Préciser le gabarit des voies privées,
- Modifier le règlement de la zone Ux,
- Renforcer la part et la qualité des logements sociaux produits dans les opérations de construction,
- Mettre en place un périmètre au titre de l'article L 151-41-5° du code de l'Urbanisme sur le lotissement du chemin de la Tournette,
- Encadrer les évolutions concernant les logements en zone A,
- Ajouter aux annexes un glossaire des termes utilisés dans le règlement écrit,
- Ajouter en annexe du règlement le nuancier de couleurs tel que cité dans le règlement,
- Corriger des erreurs matérielles du règlement écrit,
- Mettre à jour les dispositions de l'article 4 du règlement en fonction des nouvelles réglementations du schéma général d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

Article 4 : En application de l'article L153-40 du code de l'Urbanisme, le projet de modification n° 3 du PLU sera notifié au Maire de Sevrier, au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant sa mise à l'enquête publique. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique fera l'objet d'un arrêté particulier.

A l'issue de l'enquête, le projet de modification n° 3, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Sevrier et au siège du Grand Annecy pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs du Grand Annecy et le cas échéant mis en ligne sur le site internet du Grand Annecy.

Article 6 : Madame la Présidente est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

Article 7 : Le présent arrêté peut être contesté :

- Soit en saisissant le Tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).
- Soit par recours gracieux auprès de la Présidente du Grand Annecy adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Fait à Annecy, le **-4 FEV. 2021**

La Présidente,



Frédérique LARDET